

[Text]

parce que ces 300 millions de dollars peuvent se dilapider en l'espace d'un an. On sait qu'il est parfois facile de partir avec certaines pièces. On entend parler de tout ce qui peut disparaître facilement quelque part. Il y en a même qui peuvent sortir des choses. . . Il y a l'histoire des brouettes qui disparaissaient. On se demandait de quelles brouettes il s'agissait et, finalement, c'était des brouettes qu'un gars de l'intérieur sortait.

M. Perron: Votre question a deux volets. Il y a la qualité de notre inventaire d'une part et, d'autre part, la sécurité que nous pouvons assurer à nos installations. Sur le plan de la sécurité, nous n'avons pas d'inquiétude particulière. Je pense que nos mécanismes de contrôle des biens de la Couronne sont efficaces. Je pense également que nos inventaires sont bien tenus. Tout ce que je disais, c'est que si je voulais faire une prise d'inventaire sur une base annuelle comme on le fait dans un commerce, il y aurait un gel prolongé de mes opérations. Lorsque nous faisons une prise physique d'inventaire, nous constatons, comme l'ont également constaté les gens du Bureau du vérificateur général, qu'on a parfois du mal à retracer certaines choses, non pas parce qu'elles sont disparues, mais parce qu'elles sont utilisées quelque part ou parce qu'elles sont peut-être en transit. Finalement, on peut avoir un certain mal à retracer tous nos biens.

The Chairman: Are there any closing comments?

Mr. Dye: Listening to the testimony today, I would leave this meeting pleased that the department has a number of important initiatives in response to our report. We will be looking at these. I guess our discussion today did not cover a great deal about IMAA and when that might happen, so we will be looking at that. We would certainly be looking at the role of the chief financial officer and the opportunity, which I think is perhaps being lost in the department, of having that expertise being added to the decision-making process in a more effective way. But on balance I see progress and I think I am pleased overall.

We certainly will be watching the Part IIIs. We wondered why the initiative regarding surveys and mapping disappeared in the last one. Because it is a significant thing, we would like to see it back.

So we will be minding the organization, certainly on the question asked by Mr. Grondin on watching over public resources; for example, computers. The department has lots of micro-computers, and you are probably looking at \$5,000, \$6,000, \$7,000, or more, each. Those are important to track down. I know that they get borrowed by somebody and you might lose one or two. They are very attractive. One of my officers had one on a bus and somebody tried to tug it away from him, trying to steal it in public view! So these things are expensive and public funds paid for them. I think they are worth guarding.

[Translation]

year. Parts sometimes tend to walk out the door. There are lots of things that could easily disappear. There are even some items that can be removed. . . We have heard the story about wheelbarrows disappearing, it turned out to be someone inside who was taking them out.

Dr. Perron: There are two parts to your question. There is the quality of our inventory and the security of our facilities. As far as security goes, we do not have any particular cause for concern. I think that our methods for watching over Crown property are effective. I also think that our inventories are well kept. All I meant is that if we wanted to carry out an annual stocktaking as is done in businesses, it would mean that my operations would be tied up for a long time. When we do such stocktaking, we note, as was noted by the Auditor General's Office, that it is sometimes difficult to track down certain items, not because they have disappeared but because they are in use somewhere else or in transit. It may be rather difficult for us to track down all our property.

La présidente: Y a-t-il des observations en guise de conclusion?

M. Dye: En écoutant les témoignages aujourd'hui, je suis satisfait de constater que le ministère prévoit plusieurs initiatives importantes en réponse à notre rapport. Nous allons les examiner. On n'a pas beaucoup parlé aujourd'hui de l'accroissement des pouvoirs et des responsabilités ministériels et de ce que le ministère entend faire dans ce domaine; nous allons suivre cette situation. Nous allons certainement examiner le rôle du directeur du Service des finances et la façon de faire mieux profiter le ministère de ses connaissances spécialisées lors de la prise de décision, chose un peu négligée pour le moment. Mais à tout prendre, je constate qu'il y a du progrès et je m'en réjouis.

Nous allons certainement suivre de près les Parties III du Budget des dépenses. Nous nous sommes demandés pourquoi on a décidé de supprimer dans la dernière livraison l'initiative concernant le secteur des Levés et de la Cartographie. Puisqu'elle nous paraissait valable, nous voudrions que cette pratique soit rétablie.

Nous allons aussi nous intéresser à l'organisation, notamment en ce qui concerne l'utilisation des ressources publiques, par exemple les ordinateurs. Le ministère a beaucoup de micro-ordinateurs, dont chacun vaut entre 5,000\$ et 7,000\$ ou peut-être plus. Il faut donc pouvoir les retracer. Je sais qu'il y a parfois des emprunts et qu'on peut en perdre un ou deux, ce sont des objets désirables. Quelqu'un a même essayé d'enlever un ordinateur à un de mes agents dans un autobus, une tentative de vol en public! Ce sont des articles qui coûtent cher, payés par le Trésor public, et il faut les protéger.